



Règlement d'attribution des subventions dans le cadre des actions à caractère culturel

**Adopté par délibération (130/2022) de la CCPF lors de l'assemblée plénière
Du 11 juillet 2022**

Préambule

La Communauté de communes de Puisaye-Forterre (CCPF) soutient les acteurs locaux œuvrant au dynamisme culturel du territoire sous forme associative.

Ce règlement s'applique à l'ensemble des subventions versées aux acteurs locaux agissants dans le domaine culturel. Les subventions attribuées sont des aides aux projets. Ce document définit les conditions générales d'attribution et permettra aux membres de la commission des affaires culturelles de se déterminer sur l'attribution des subventions sollicitées dans le cadre de l'instruction des dossiers qui seront présentés.

Article 1 – Objet

En apportant un soutien aux manifestations et actions artistiques et culturelles, la collectivité poursuit les objectifs suivants :

- Conforter l'activité culturelle de manière générale
- Soutenir les projets culturels à caractère innovant
- Développer, au travers d'actions culturelles, le lien social et intergénérationnel
- Permettre au plus grand nombre d'accéder à l'offre et à la pratique culturelle avec une attention particulière pour le jeune public
- Soutenir les actions ayant pour objectif la valorisation du patrimoine culturel du territoire qu'il soit matériel ou immatériel.

Article 2 – Bénéficiaires

Peuvent prétendre à une subvention de la Communauté de communes, les associations loi 1901 qui ont fait l'objet d'une déclaration en Préfecture et qui ont leur siège sur le territoire, et dont l'objet social est conforme au projet présenté.

Les structures bénéficiant déjà du dispositif CLÉA ne peuvent cumuler les aides de la collectivité et donc obtenir des subventions au titre des actions culturelles, hormis au titre de la diffusion.

Enfin, une structure qui a bénéficié de l'enveloppe « projet innovant » devra attendre 2 ans avant de pouvoir déposer à nouveau une demande sur cette même ligne.

Article 3 - Actions soutenues

Les subventions attribuées ont vocation d'une part, à soutenir des actions ponctuelles : manifestation, création artistique, évènement, etc..., et d'autre part à soutenir l'émergence de projets innovants dans le cadre d'un accompagnement de deux ans maximum. En dehors de ces projets dits innovants, les subventions de fonctionnement sont exclues du dispositif.

Les actions devront pouvoir entrer dans l'une des lignes ci-dessous :

- Projet innovant
- Création
- Lieux de diffusion :
 - Arts de la scène
 - Arts visuels
 - Programmation hors saison

- Manifestation autour du livre
- Manifestation structurante
- Festivals :
 - Musique classique
 - Musique actuelle
 - Chansons française
 - Cirque et théâtre
- Hors catégorie

A. Critères d'attribution

Les critères ci-dessous sont cumulatifs.

- La localisation : Le projet doit avoir lieu sur le territoire de la Communauté de communes.
- Le caractère local : Le projet doit renforcer l'identité locale, valoriser les savoir-faire et les particularités du territoire et impliquer des acteurs locaux.
- Le rayonnement : Il est attendu que l'impact du projet soutenu dépasse les limites communales. Le projet doit renforcer l'attractivité du territoire en attirant des participants extérieurs au périmètre de la collectivité. Le projet doit favoriser les liens intergénérationnels.
- Stratégie culture : être en cohérence avec les axes de la stratégie culture (CRTE)

B. Manifestations exclues

Ne sont pas éligibles :

- Les manifestations à rayonnement strictement communal et sans caractère culturel établi (lotos, concours de belote, ...),
- Les manifestations d'ordre commercial (foires, brocantes, ...),
- Les manifestations à caractère politique, syndical ou religieux.

Article 4 – Documents à fournir

Le dossier type de subvention (Cerfa n°12156) est à retirer auprès de Rafaël MESSIEZ (r.messiez@cc-puisayeforterre.fr)

A ce dossier, doivent être jointes les pièces suivantes :

- Statuts

- Récépissé de déclaration en Préfecture
- Composition du Conseil d'Administration et du Bureau
- Rapport d'activités (sauf en cas de création récente)
- Dernier bilan financier connu certifié par le président
- Compte-rendu de la dernière Assemblée Générale
- Budget prévisionnel de la structure
- Présentation de l'action dont objectifs à atteindre
- Plan de financement de l'action
- Relevé d'Identité Bancaire

M Rafaël MESSIEZ est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Article 5 – Procédure de dépôt et d'instruction des dossiers

A. Date limite de dépôt des dossiers

Une note d'intention signalant votre demande de subvention devra être transmis à la Communauté de communes avant le **31 décembre** de l'année précédant l'action, objet de la demande de subvention. Le dossier complet ou les pièces manquantes sont à envoyer avant le 31 janvier de l'année de l'action.

B. Instruction

Les demandes de subvention seront soumises à l'avis de la commission des affaires culturelles qui examinera les projets et formulera un avis. Les porteurs de projet, pourront également être sollicités pour apporter un complément d'information si nécessaire. Les propositions de la commission des affaires culturelles seront ensuite soumises au vote du conseil communautaire qui statuera de façon souveraine.

La CCPF n'interviendra pas au-delà de 20% du budget total d'une action pour tous budgets au-delà de 2 000 euros, en dessous de ce seuil, la CCPF interviendra sans seuil maximum et dans la limite de son budget et des contraintes légales fixant à 80% maximum la participation en fonds publics à une action.

C. Notification

Après la décision prise en Conseil communautaire, une notification sera adressée à chaque porteur de projet.

D. Versement

Cas des subventions pour des actions ponctuelles :

La subvention sera versée une fois la manifestation passée, sur présentation du bilan de l'action, constitué d'éléments financiers, qualitatifs et quantitatifs, ce bilan devra apporter la preuve que les objectifs ont été atteints.

Dans le cas contraire, un document devra expliquer les raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints. Les structures étant bénéficiaires d'une convention pluriannuelle ne font pas exception à l'obligation de produire un bilan. Dans ce cas, la collectivité se réserve le droit de ne pas effectuer de versement.

Cas des subventions pour le lancement de nouvelles actions :

Le porteur de projet pourra bénéficier d'une avance de 50% sur demande après notification de la décision du conseil communautaire. Le solde sera versé une fois la manifestation passée, sur présentation du bilan de l'action constitué d'éléments qualitatifs et quantitatifs, ce bilan devra apporter la preuve que les objectifs ont été atteints.

Dans le cas contraire, un document devra expliquer les raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints. Dans ce cas, la collectivité se réserve le droit, au vu des raisons évoquées, de ne pas procéder au versement du solde.

Cas des subventions dans le cadre de l'aide au démarrage de projets innovants conduits sur du long terme (2 ans) :

Le porteur de projet bénéficiera d'un premier versement après notification de la décision du Conseil communautaire au vu de l'avancement du projet. A ce titre, un état d'avancement de l'action devra être communiqué. L'année N+1, le solde sera versé au bout d'un an sur présentation du bilan de l'action constitué d'éléments qualitatifs et quantitatifs, ce bilan devra apporter la preuve que les objectifs ont été atteints.

Dans le cas contraire, un document devra expliquer les raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints. Dans ce cas, la collectivité se réserve le droit, au vu des raisons évoquées, de revoir son engagement à soutenir, l'action concernée.

Article 6 – Communication de la manifestation

Le porteur de projet devra mentionner la participation de la Communauté de communes sur les supports qu'il utilise et faire notamment apparaître le logo de la collectivité qui lui sera fourni, et ce conformément à la charte graphique de la CCPF.

Article 7 – Modification du règlement

La Communauté de communes se réserve le droit de modifier, à tout moment, tout ou partie de ce règlement. Le cas échéant, elle en informera les porteurs de projets identifiés.

Règlement proposé en commission du 16 mai 2022 ayant reçu l'aval des membres de la commission culture, Métiers d'art et EMDTPF.